

Le secret des substances chimiques associées à la fracturation hydraulique

par Alfredo Jalife-Rahme

Alors que la campagne médiatique en faveur de l'exploitation des gaz de schistes se poursuit dans le monde anglo-saxon et ses alliés, un rapport parlementaire états-unien de 2011, tenu secret jusqu'à aujourd'hui, révèle les prétendus « *secrets commerciaux* » et autres « *produits exclusifs* » de la fracturation hydraulique. Il s'agit en réalité de substances cancérigènes ou polluantes, presque toutes interdites.

RÉSEAU VOLTAIRE | MEXICO (MEXIQUE) | 6 JUIN 2014



Toute l'industrie pétrolière et gazière des États-Unis s'est lancée dans une colossale campagne publicitaire visant à vanter les prétendus avantages de la fracturation hydraulique, une technique susceptible de faire de la Roumanie « *l'Arabie saoudite du XXI^e siècle* ».

Ainsi, la récente livraison de la revue bimestrielle *Foreign Affairs*, porte-parole du très influent Council on Foreign Relations (Conseil des relations étrangères, CFR en anglais), considère sans détour la très controversée technique de la fracturation hydraulique comme la nouvelle arme énergétique et géostratégique des États-Unis [1].

En revanche, la critique de cette technique nuisible —extraction de grandes quantités de gaz de schiste par injection massive d'eau et de substances chimiques secrètes— formulée en majeure partie

par les milieux scientifiques (géologues, sismologues, chimistes, etc.) n'a pu trouver un écho favorable ailleurs que dans les publications universitaires, comme les revues *Science* et *Proceedings of the National Academy of Sciences*, dont les articles ne sont pas adéquatement diffusés par les médias contrôlés par les ploutocraties états-uniennes du gaz et du pétrole.

La critique a reproché à l'inquiétante fracturation hydraulique d'être à l'origine de tremblements de terre —ce que nie, de façon absurde, la très complaisante Commission nationale (sic) des hydrocarbures mise sur pied par le « Mexique néolibéral d'obédience itamiste [2] » sous la houlette des États-Unis—, de causer l'épuisement et la pollution de l'eau (alors que les États-Unis vivent la pire sécheresse des cent dernières années) et de favoriser le réchauffement planétaire en raison des émissions massives de méthane que cette technique produit.

Il ne manque —ou plutôt manquait— que l'identification de la centaine de substances chimiques « secrètes » qui sont injectées en même temps que l'eau.

Un premier rapport dressant l'inventaire à l'échelle nationale des substances chimiques dont se servent les entreprises du domaine de la fracturation hydraulique a pourtant été rédigé par le Congrès des États-Unis et publié avec un retard de trois ans.

Le mystère entourant l'identification de ces substances chimiques a finalement été élucidé par un rapport rédigé en 2011 par des députés démocrates de la Chambre des représentants des États-Unis siégeant à la commission de l'Énergie et du Commerce, mais révélé simplement maintenant.

La commission en question brocarde l'« *innocuité de la fracturation hydraulique* », ainsi que le secret qui entoure les substances chimiques utilisées avec les liquides : « *aux États-Unis, entre 2005 et 2009, les 14 principales entreprises du domaine de la fracturation hydraulique ont utilisé plus de 2 500 produits chimiques contenant 750 composés parmi lesquels 650 contenaient des substances chimiques considérées comme étant des agents cancérigènes ou de dangereux polluants atmosphériques* ».

Où en est cette inquiétante situation aujourd'hui, à cinq ans de distance ?

La commission dénonce l'utilisation d'une grande partie de ces substances chimiques au motif qu'elles « *constituent un risque considérable pour la santé humaine et l'environnement* ».

Les multinationales pétrolières et gazières, comme Halliburton et Schlumberger, utilisent pour la fracturation hydraulique des produits « contenant 29 substances chimiques ayant trois caractéristiques :

- ▶ Elles sont reconnues comme étant cancérigènes pour les êtres humains ;
- ▶ Elles sont assujetties à la Loi sur le contrôle de la qualité de l'eau (*Safe Drinking Water Act* en anglais) en raison des risques qu'elles comportent pour la santé publique ;
- ▶ Elles figurent sur la liste des polluants atmosphériques établie par la Loi sur l'air pur.

Par conséquent, pendant le laps de temps susmentionné, les entreprises du domaine de la fracturation hydraulique ont utilisé 95 produits contenant 13 substances cancérigènes différentes, dont le naphthalène, le benzène et l'acrylamide.

Les entreprises qui « *ont utilisé le plus grand volume de liquides contenant une substance cancérigène ou plus sont celles du Texas, du Colorado et de l'Oklahoma* ».

Or, le Texas, tout comme le Nouveau-Mexique, est frontalier avec le « *Mexique néolibéral d'obédience itamiste* » qui a adopté la fracturation hydraulique sans égard pour la santé des habitants des États de Tamaulipas, de Nuevo León, de Coahuila, de Chihuahua et de Sonora en raison de la couardise de ses gouverneurs qui sont pris en otage par le budget fédéral.

La majeure partie des substances chimiques prétendument réglementées en vertu de la Loi sur le contrôle de la qualité de l'eau ont été les composés connus sous le nom de BTEX (benzène, toluène, xylène et éthylbenzène).

Selon le département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis, le Centre International de Recherche sur le Cancer et

l'Agence pour la protection (sic) de l'environnement (EPA en anglais), « *le benzène est une substance cancérigène pour l'être humain* » et « *l'exposition chronique au toluène, à l'éthylbenzène ou au xylène peut également endommager le système nerveux central, le foie et les reins* ». Rien que cela !

Les multinationales du domaine de la fracturation hydraulique « *ont injecté dans le sous-sol de 19 États plus de 30 millions de gallons de carburant diesel ou de liquide en contenant* » avant que l'EPA publie en 2004 un rapport indiquant que « *l'utilisation de carburant diesel dans les liquides servant à la fracturation hydraulique représentait la principale menace des nappes phréatiques* », dans la mesure où il contient des substances toxiques, dont les BTEX.

Dans le même laps de temps, les multinationales ont utilisé « *595 produits contenant 24 polluants atmosphériques différents, et notamment le fluorure d'hydrogène, le plomb et le méthanol* ».

- ▶ Le fluorure d'hydrogène est « *extrêmement corrosif et il s'agit d'un poison systémique* » potentiellement mortel.
- ▶ Le plomb est un métal lourd « *particulièrement nuisible au développement neurologique des enfants* » et qui, en outre, « *peut causer des problèmes de santé chez les adultes, comme des dérèglements du système reproducteur, de l'hypertension et des troubles nerveux* ».
- ▶ Le méthanol est un polluant atmosphérique toxique « *présent très souvent dans les produits de la fracturation hydraulique* ».

Ainsi, le fait que « *diverses substances chimiques présentes dans les liquides de la fracturation hydraulique utilisés par les entreprises* » aient été considérées comme des « *secrets commerciaux* » ou des « *produits exclusifs* » est tout simplement une aberration.

Bien sûr, la commission en question a demandé aux multinationales du domaine de la fracturation hydraulique de lui divulguer la composition de ses produits pour s'informer sur « *les secrets commerciaux et les produits exclusifs* » utilisés, mais elles ont puérilement déclaré être dans l'impossibilité de le faire « *faute de ne pas connaître la composition des produits pour les avoir*

achetés tels quels aux fournisseurs ». Ça se passe de commentaires !

Les membres de la commission en ont conclu qu'il « *semble que les entreprises du domaine de la fracturation hydraulique injectent de liquides qui contiennent des substances chimiques inconnues et qu'il leur est difficile de connaître les risques que ces substances présentent pour la santé humaine et l'environnement* ». Ces entreprises jouiraient-elles, par hasard, d'un passe-droit néolibéral texan ?

Paradoxalement, le dérangeant rapport se révèle plein d'enseignements pour des apprentis sorciers comme les partisans du « *Mexique néolibéral d'obédience itamiste* » qui croient au mirage de la pseudo « *révolution énergétique du XXI^e siècle* » construit sur la très controversée exploitation du gaz de schiste —à mon sens, une vulgaire bulle financière créée de toutes pièces par Wall Street— qui porte atteinte à l'intégrité de la biosphère, l'espace où cohabitent l'ensemble des êtres vivants de la planète.

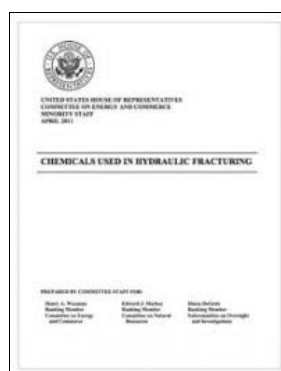
Jusqu'ici, tout pays soucieux de la santé de ses citoyens aurait décrété un moratoire sur la fracturation hydraulique en attendant de déterminer si le jeu en vaut la chandelle. En bioéthique, cette façon de faire est légitimée au nom du « *principe de précaution* ».

Alfredo Jalife-Rahme

Traduction
Arnaud Bréart

Source
La Jornada (México)

Documents joints



"Chemicals used in hydraulic fracturing", Report by US House of Representatives Committee on Energy and Commerce Minority Staff, April 2011
(PDF - 161.2 ko)

[1] La livraison de mai/juin 2014 de *Foreign Affairs* comporte un dossier sur ce sujet : « Power to the People. What Will Fuel the Future ? », par Gideon Rose et Jonathan Tepperman ; « Welcome to the Revolution. Why Shale Is the Next Shale », par Edward L. Morse ; « The United States of Gas. Why the Shale Revolution Could Have Happened Only in America », par Robert A. Hefner III ; « Don't Just Drill, Baby - Drill Carefully. How to Making Fracking Safer for the Environment », par Fred Krupp.

[2] L'Instituto Tecnológico Autónomo de México (ou Itam) est la plus prestigieuse unité privée d'Amérique latine. Elle fournit l'essentiel des diplomates mexicains et une grande partie des élites économiques. Son influence au Mexique est comparable à celle de l'École nationale d'administration (Éna) en France.

Source : « Le secret des substances chimiques associées à la fracturation hydraulique », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, La Jornada (Mexique), *Réseau Voltaire*, 6 juin 2014, www.voltairenet.org/article184047.html